

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

qu'ils avaient tort. Ils les ont dénoncés dès le début des années 70.

J'ai écouté l'autre jour la critique financière des conservateurs. Il est remonté à l'époque de la réforme fiscale, de Benson, alors que nous nous sommes orientés tant soit peu dans la voie d'une politique fiscale équitable. Pour les conservateurs, dès qu'on recherche tant soit peu l'équité, c'est le commencement de la fin! Pour le parti progressiste conservateur, l'impôt progressiste était la source de tous les maux. Ils savaient alors que les libéraux s'éloignaient du bercail des grandes sociétés. La Commission Carter avait recommandé qu'aux fins de l'impôt tous les revenus soient traités sur le même pied en partant du principe, comme on disait à l'époque, qu'une piastre c'est une piastre. Les propositions fiscales de M. Benson n'étaient qu'une pâle imitation des propositions de la Commission Carter. En passant, M. Benson n'a pas été nommé à son poste à la suite d'une conspiration de gauche, mais par John George Diefenbaker lui-même. Pourtant, hier, la critique conservateur en matière de finances a dit que les réformes de M. Benson étaient l'exemple même des politiques contre lesquelles lui et son parti nous avaient mis en garde, au point où c'est à se demander pourquoi ils ne laissent pas tomber l'adjectif «progressiste» dans le nom de leur parti afin d'être un plus honnêtes envers eux-mêmes.

Le parti conservateur est le grand frère fidèle dans l'histoire de l'enfant prodigue. Je prédis que les conservateurs vont se sentir de plus en plus mal de voir comment le parti libéral est accueilli à son retour au bercail dont il s'était légèrement éloigné. Mais l'élite des grandes sociétés est tellement mesquine qu'elle ferait payer cher la moindre transgression.

Qui est le veau gras? En l'occurrence, c'est le public canadien, et la fête sera sans doute très réussie lorsque, dans les prochains jours, les libéraux et les conservateurs se réuniront en petit comité, avec la bénédiction et en compagnie de leurs parrains de l'industrie, pour se nourrir des vies et des espoirs des pensionnés, des mères de famille, des travailleurs, des malades, des chômeurs et de tous ceux qui, contrairement aux puissants amis des libéraux et des conservateurs, paient leur juste part.

Monsieur l'Orateur, nous sommes en proie à une récession économique qui déborde largement nos frontières et atteint la nature même de l'ordre économique international en place depuis la Seconde Guerre mondiale. Cette récession mondiale et la restructuration qu'elle amène du capitalisme occidental, qui est à la fois la cause et le résultat de cette récession, est difficile pour tous les pays, mais elle l'est plus encore pour ceux, comme le Canada, dont les gouvernements n'ont entrepris aucune planification économique nationale dans l'intérêt public. Au contraire, nous avons des gouvernements et des oppositions officielles, les conservateurs dans notre cas, qui voudraient toujours s'en remettre, pour diriger notre économie, à des décisions disjointes prises en secret par de gros investisseurs qui n'ont de comptes à rendre à personne. Je prétends que c'est exactement ce que les libéraux et les conservateurs voudraient nous voir faire, rien n'est plus clair.

Bien entendu, le Canada souffre en plus du fait que nous ne sommes pas réellement maîtres de notre propre destinée économique, mais que nous sommes un vassal économique des États-Unis, en raison du bradage effectué au cours des années par les libéraux et les conservateurs. Par conséquent, nous ne sommes

pas seulement à la merci d'un processus décisionnel au service de grandes entreprises, nous sommes aussi à la merci de décisions de grandes sociétés étrangères. En ce sens, tout gouvernement qui n'essaie pas activement d'avoir la haute main sur notre économie, tant le secteur privé que le secteur public, ne fait que se leurrer, et leurrer la population, lorsqu'il parle de stratégie économique nationale. En effet, sans cette volonté de domination, la seule stratégie possible est celle que les libéraux viennent juste d'admettre. Ils l'avaient déjà depuis quelque temps; c'est celle que les conservateurs ont toujours réclamée. C'est une stratégie de capitulation totale aux besoins et aux intérêts des investisseurs, nationaux et internationaux, dans l'espoir que si nous sommes tolérants à leur égard, ils investiront au Canada et non ailleurs. L'argent, monsieur l'Orateur, ne connaît ni frontières, ni loyauté envers la collectivité. C'est au moins amoral, sinon immoral. Ceux qui ont cette mentalité au point de songer à quitter le Canada pour obtenir davantage, alors qu'ils ont déjà beaucoup—qu'il s'agisse d'hommes d'affaires qui envisagent de déménager aux États-Unis, au New Jersey ou ailleurs, ou encore de médecins qui décident de partir au Texas—ne sont pas, à mon avis, de véritables membres de notre société. Tout ce que je peux dire à leur sujet, c'est «bon débarras». Ils ont coupé les liens naturels avec leur partie pour se lancer à la poursuite d'objectifs futiles et vains qui constituent le mal de notre époque.

Ce sont pourtant les valeurs que les libéraux et les conservateurs voudraient nous voir adopter.

Les libéraux, comme les conservateurs, considèrent les décisions que prend le secteur privé en matière d'investissement comme moralement neutres et à l'abri de toute critique. Selon eux, c'est un simple fait de la nature dont les citoyens et le gouvernement doivent s'accommoder. À les en croire, le gouvernement peut influencer ces décisions mais ne doit jamais les juger. C'est pourquoi les libéraux et les conservateurs réservent leurs critiques pour la productivité des travailleurs ou les programmes sociaux, mais qu'on ne les entendra jamais reprocher à des sociétés d'utiliser des capitaux précieux pour racheter une autre société—ce qui ne crée pas d'emplois et ne fait qu'accroître la concentration du pouvoir—alors qu'elles auraient pu s'en servir pour créer des emplois. Nous n'entendons jamais critiquer les personnes qui ont retiré d'énormes sommes d'argent de l'appareil productif pour les placer à des taux d'intérêt élevés pendant la période récente où les taux d'intérêt ont battu des records. Nous n'avons jamais entendu de reproche à leur endroit. Toutes les critiques que nous entendons sont réservées aux travailleurs, aux fonctionnaires, aux syndicats, aux militants pacifistes et aux défenseurs de l'environnement; mais nous n'entendons jamais quelqu'un porter de jugement sur l'utilité sociale ou la productivité des investissements que les sociétés privées décident de faire.

M. Cosgrove: Je voudrais faire un rappel au Règlement, monsieur l'Orateur. Je voudrais savoir si le député permettrait qu'on lui pose une question à la fin de son discours au sujet de ce qu'il vient de dire sur les investissements.

M. Blaikie: Je me ferai un plaisir de répondre à une question quand j'aurai terminé, monsieur l'Orateur.

L'Orateur suppléant (M. Corbin): Merci.

M. Blaikie: Les investisseurs sont libres de faire ce qu'ils veulent au nom de la liberté. Ils sont libres d'investir des capitaux dans quelque chose de parfaitement inutile plutôt que